

Intégration du Coronavirus dans un plan national de gestion des urgences au Burundi

PANA, 12 août 2020 Bujumbura, Burundi - Le coronavirus est venu allonger la liste des risques sanitaires majeurs au Burundi, en plus du choléra, du VIH/SIDA, du paludisme et de la maladie à virus Ebola, trouve-t-on dans le nouveau «Plan actualisé de contingence nationale pour la gestion des urgences» (3^e édition), élaboré par la Plateforme nationale de prévention de risques et de gestion des catastrophes (PFN-PRGC).

Le nouveau chef d'Etat élu du Burundi, Evariste Ndayishimiye, avait donné le ton, en déclarant "ennemi public n°1", une pandémie longtemps minimisée dans un pays protégé par "la grâce divine", assurait son prédécesseur, Pierre Nkurunziza. Face à la propagation dangereuse du virus, une campagne nationale de dépistage "systématique, volontaire" et de soins gratuits a été lancée par les nouvelles autorités politiques burundaises. Depuis le premier cas officiellement déclaré de coronavirus, en fin mars dernier, le Burundi a enregistré 408 nouvelles infections, 315 guérisons, un décès et 92 patients encore sous suivi médical, aux dernières données officielles du 8 août. Dans le nouveau plan de contingence nationale, les conflits sociopolitiques internes restent néanmoins en tête des risques majeurs pour le Burundi. D'autres risques sont liés aux inondations, à l'afflux transfrontalier de populations, à la sécheresse, aux incendies, aux accidents technologiques et au terrorisme mondial. En matière de conflits, le pays peine à se relever de la crise politique et des droits humains, suite aux élections générales controversées et à de nombreuses violences dont une tentative de putsch militaire, en 2015. Dans le domaine de l'environnement, les services burundais de secours ont rencontré des difficultés face à de fortes inondations pendant les mois pluvieux de mars, avril et mai, cette année. Le relief accidenté, sur une bonne partie du territoire national, a encore été à l'origine des glissements spectaculaires de terrains et des éboulements soudains, occasionnant des dégâts matériels et humains considérables par endroits. Les glissements les plus spectaculaires sont survenus, en début d'année, dans le nord-ouest du Burundi, faisant au moins 26 morts parmi les villageois, 10 disparus et autant de blessés sur une dizaine de villages. Les incendies en milieu urbain constituent également un risque majeur au Burundi où le sinistre qui a ravagé le marché central de Bujumbura, en janvier 2013, est loin d'avoir été effacé des mémoires. Le chiffre d'affaires journalier était estimé à 6 milliards de Francs Burundais (près de 4 millions de dollars américains) dans ce marché qui n'a toujours pas été reconstruit et dont les ruines présentent toujours un danger réel pour les riverains. Divers produits continuent à se décomposer sur place, occasionnant des odeurs insupportables, notamment pour les usagers de la gare centrale, attenante à l'ancien marché de Bujumbura. La protection civile nationale avait été incapable de circonscrire le désastre et il a fallu attendre les moyens aériens venant du Rwanda voisin pour éviter le pire au cœur même de la capitale économique du Burundi. Plusieurs autres marchés de l'intérieur du pays sont également partis en fumée au cours de ces dernières années. Les décideurs politiques ont commencé à mesurer l'importance de renforcer les capacités nationales dans le domaine de la réduction des risques, la préparation et la réponse aux urgences. Ainsi, des plateformes provinciales et communales ont été mises en place dans les provinces et les communes du pays, pour le moment avec des moyens de bord. Le pays a encore été doté d'une Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes naturelles et son Plan d'action, ainsi que le Projet de loi portant politique nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes. Des questions relatives à la réduction des risques ont été, par ailleurs, intégrées dans les principaux plans stratégiques de développement, comme la « Vision 2025 » et le « Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté » (CSLP, seconde édition). Le nouveau Plan national actualisé a été budgétisé à hauteur de millions de dollars américains dont une grande part est attendue des partenaires techniques et financiers du Burundi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});